
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 27/2 (2000)

DOI: 10.11588/fr.2000.2.61855

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

in Form einer *Histoire du texte* (Aufzählung und Kommentierung der bisherigen Editionen) und einem *Recueil de la critique* (Verzeichnis der Rezensionen) abgerundet.

Zusammenfassend läßt sich konstatieren, daß Blaeschkes Edition eine Bereicherung für die Arbeit der Staël-Forscher und alle am Thema Literaturkritik interessierten Leser und Forscher darstellt. Die akribisch zusammengetragenen bibliographischen Angaben zur Entstehungs- und Wirkungsgeschichte von »De la Littérature« machen die Edition darüber hinaus zu einem wertvollen Arbeits- und Nachschlagewerk.

Melitta WALLENBORN, Trier

Rolf WITTENBROCK (Hg.) im Auftrag der Stadt unter Mitwirkung von Marcus HAHN, Geschichte der Stadt Saarbrücken. Bd. 1: Von den Anfängen zum industriellen Aufbruch (1860). Bd. 2: Von der Zeit des stürmischen Wachstums bis zur Gegenwart, Saarbrücken (SDV) 1999, 731 und 721 S.

Ce grand œuvre est né de l'initiative du »Historischer Verein für die Saargegend« désireux de marquer le millénaire de la première mention de Sarrebruck dans les sources¹ par la publication d'une somme historique destinée à remplacer des ouvrages de référence anciens². Placée sous le patronage de la Ville de Sarrebruck, l'entreprise a été supervisée par un comité scientifique universitaire constitué en 1990 et confiée à la direction de Rolf Wittenbrock, historien et proviseur du lycée franco-allemand de la ville. Autour de ce dernier s'est rassemblée une équipe de 24 collaborateurs venus d'horizons divers: aux universitaires (linguistes et historiens) et responsables du patrimoine (archives, musées et bibliothèques) se sont joints, pour traiter la période contemporaine, des sociologues, des économistes et des journalistes, mais aussi des hommes et femmes de terrain engagés dans la vie publique de la cité. L'objectif explicitement assigné à cette entreprise est ambitieux puisqu'il s'agit de concilier les exigences du travail scientifique et les conditions de l'accès d'un public élargi de non-spécialistes aux acquis de la recherche récente relative à l'histoire de sa ville. Celle-ci a connu en Sarre un renouveau significatif qui est à l'image du développement de l'histoire urbaine en Allemagne depuis quelques décennies; elle témoigne de la vitalité de la recherche historique locale menée dans le cadre de l'Institut d'Histoire de l'université de Sarrebruck, mais aussi de divers groupes travaillant depuis les années 80 de façon autonome ou sous l'égide du »Historischer Verein«.

Le champ d'étude englobe le territoire des trois villes dont la fusion donna naissance en 1909 à l'actuelle métropole; il s'agit d'abord des villes jumelles de Sarrebruck et Sankt Johann qui se font face depuis le Moyen Âge de part et d'autre de la Sarre, puis de celle de Burbach-Malstatt, née à partir de 1856 de l'industrialisation de la rive droite de la rivière (à l'ouest de Sankt Johann) et dotée d'un statut communal en 1875. Les auteurs s'en sont tenus à un plan chronologique, le plus approprié pour mettre en évidence l'interaction, à chaque époque, des facteurs politiques, économiques, sociaux et culturels; le découpage est opéré, comme il se doit, en fonction de dates significatives au regard de l'histoire locale et non des

- 1 Il ne s'agit donc pas à proprement parler du millénaire de la ville qui ne prend naissance, en tant que telle qu'au XII^e siècle. Le terme de *Sarabruca* désigne au haut Moyen Âge un *castellum* royal et le *suburbium* implanté à ses pieds qui font l'objet d'une donation aux évêques de Metz en 999.
- 2 On disposait jusqu'à ce jour de deux ouvrages de référence sur l'histoire de Sarrebruck qui, bien qu'anciens, n'en sont pas pour autant totalement obsolètes comme en témoignent les nombreuses mentions qui en sont faites par plusieurs auteurs du présent ouvrage. Il s'agit de la première histoire complète de la ville écrite par Alfred KÖLLNER, *Geschichte der Städte Saarbrücken und Sankt Johann*, 2 Bde., Saarbrücken 1865, revue et complétée par Albert RUPPERSBERG, *Geschichte der ehemaligen Grafschaft Saarbrücken*, 1903.

grandes césures de l'histoire nationale (lorsque celles-ci sont dépourvues de signification sur le plan local). Plus discutable peut apparaître le choix méthodologique qui a guidé le travail des collaborateurs soucieux de sauvegarder la cohésion de l'ensemble: ils ont, en effet, pris le parti de s'en tenir fidèlement à une grille d'analyse identique pour chacune des contributions portant sur la période du XIV^e siècle (début de l'existence juridiquement reconnue des communes) à 1974 (date de la dernière grande réforme communale retenue comme terme de l'étude chronologique). Huit rubriques sont donc systématiquement développées pour chaque période considérée: après une mise en place du contexte historique supra-régional sont présentés successivement les institutions communales et la vie politique les structures démographiques et sociales, la vie économique, les problèmes de la gestion financière, les modalités de la croissance des villes et leurs caractères urbanistiques, la vie culturelle et religieuse, et pour finir, des aspects de la vie locale relevant de l'«Alltagsgeschichte», fort prisée par la recherche récente. Si elle présente l'intérêt de faciliter la consultation de l'ouvrage, cette trame unique reproduite à l'identique pour toutes les périodes n'en a pas moins l'inconvénient de pousser parfois les auteurs à quelques contorsions inutiles, lorsque l'état des sources ou des connaissances ne leur permet pas de traiter convenablement certaines rubriques prévues pour la période dont ils ont la charge, les contraignant alors à s'en tenir à quelques généralités ou extrapolations superficielles, ou, au contraire, à quelques notations pointillistes. Il est néanmoins incontestable que la lisibilité de l'ouvrage s'en trouve accrue pour le grand public, ce qui est l'un des objectifs visés.

Le premier volume rassemble 10 chapitres qui embrassent toute l'histoire de Sarrebruck depuis les origines de l'occupation du site par l'Homme jusqu'à 1860, c'est-à-dire l'avènement de la Révolution industrielle dans le giron de l'Etat prussien (en 1859, les villes sarroises sont intégrées au système de l'administration municipale prussienne).

Les 5 premiers chapitres retracent les grandes phases de l'histoire du site avant l'émergence de la ville. C'est au géographe H. H. EBERT que revient d'abord la tâche de camper le cadre naturel de la ville future (I). Puis, tirant parti des travaux menés à l'université de Sarrebruck depuis la création d'une chaire de pré- et protohistoire en 1957 jusqu'aux fouilles les plus récentes (tout en déplorant leur insuffisance), J. LICHARDUS et A. MIRON évoquent les premiers temps de l'occupation du site qui a bénéficié, dès l'origine, de sa localisation au cœur d'un espace relationnel assurant la jonction entre Bassin Parisien et vallée rhénane (II). D'abord discontinuë à l'ère préhistorique, l'implantation est permanente depuis l'âge du bronze et du fer, marquée par la continuité entre l'époque celtique et l'époque romaine. Cette dernière est évoquée par H. FREIS qui fait le point sur les enseignements tirés des fouilles conduites depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années 60 sur le site du Halberg qui vit se développer du I^{er} au III^e siècle, au point de franchissement de la Sarre et à la croisée des voies Strasbourg-Trèves et Metz-Rhin, un petit «vicus» d'importance secondaire, sans commune mesure avec les grands centres voisins de Metz et de Trèves (III). En dépit des destructions subies lors des invasions du IV^e siècle, la continuité entre les peuplements gallo-romain et franc est attestée par l'onomastique³ qui met en évidence une période de bilinguisme précédant la période mérovingienne, durant laquelle l'emporte progressivement le peuplement germanique. W. HAUBRICHS et F. STEIN s'appuient également sur l'étude du matériel archéologique mis à jour tout au long du XX^e siècle pour évoquer le *castellum* royal et le *fiscus* épiscopal établis à l'époque mérovingienne sur le site qui est alors dans la mouvance politique

3 Les auteurs livrent ici quelques-uns des résultats des travaux du professeur W. Haubrichs et des chercheurs du centre qu'il dirige à l'université de Sarrebruck; axé sur l'analyse linguistique du matériel toponymique régional, leur projet de recherches a permis l'élaboration d'une vaste banque de données embrassant tout l'espace baptisé aujourd'hui «Sar-Lor-Lux».

et religieuse de Metz, capitale du royaume d'Austrasie⁴, et perdure, sans grands bouleversements tout au long de l'ère carolingienne, puis au début de l'ère ottonienne. Lorsque le domaine royal est donné aux évêques de Metz en 999, le lieu-dit »Sarrebuck« ne désigne alors qu'un petit fortin, édifié sur la hauteur de la rive gauche de la Sarre, et quelques implantations rurales et artisanales constituant le *suburbium* à ses pieds (IV). L'évêché de Metz se défait de ce bien au début du XII^e siècle, au profit de l'un des lignages aristocratiques locaux dont la puissance s'est progressivement affirmée au cours du XI^e siècle: celui des comtes du Saargau qui prennent dès lors le titre de comtes de Sarrebuck et reçoivent en même temps juridiction sur la collégiale voisine de Saint-Arnoul. C'est à ces nouveaux maîtres dont l'influence s'étend bien au-delà des rives de la Sarre (lié aux Staufen et à d'autres familles de la haute aristocratie germanique, le lignage a donné quelques-uns de leurs plus grands prélats aux évêchés rhénans aux XII^e et XIII^e siècles) que le site doit de voir émerger une véritable ville à la fin du XII^e siècle. Complétant les connaissances déjà anciennes sur cette période par les données de la recherche archéologique récente, K.-U. JÄSCHKE évoque la naissance de la cité à partir de deux pôles distincts: la basse-cour, à l'entrée S.E. de la forteresse, et le nouveau bourg, édifié grâce à l'initiative comtale dans le dernier tiers du XII^e siècle, à l'O. de celle-ci. L'ensemble est ceint d'une muraille en 1227 et les nouveaux habitants y sont attirés par l'octroi de privilèges: il revêt donc, dès lors, tous les caractères d'une ville nettement distincte, par son allure et ses fonctions, du plat pays environnant (V).

Ce n'est pourtant qu'en 1322 qu'une charte de franchise vient entériner cet état de fait, conférant un statut juridique à la ville naissante en même temps qu'au bourg de Sankt Johann dont l'implantation est attestée dès le X^e siècle sur la rive droite de la Sarre (mais dont l'origine n'est pas précisée dans l'ouvrage). On entre donc dans une ère nouvelle de l'histoire de la cité qui connaît dès lors quatre siècles d'essor quasi ininterrompu jusqu'au désastre de la guerre de Trente Ans; c'est à H.-W. HERRMANN que revient la tâche de broser un vaste tableau de cette longue période dans une approche thématique construite selon les principes de la grille d'analyse définie précédemment (VI). Restant partie intégrante du territoire comtal, la ville double doit son essor à sa fonction de résidence principale de la dynastie des comtes de Sarrebuck qui se fond par mariage, au début du XIV^e siècle, dans celle des Nassau-Weilburg. Située au cœur des territoires entre Meuse et Lahn sur lesquels sont dispersées les possessions du lignage, elle assume dès le XIV^e siècle un rôle de capitale qui est confirmé au siècle suivant du fait du recentrage territorial de la principauté sur les terres sises entre Sarre et Blies et de l'installation définitive des comtes dans ses murs. Représentées auprès du pouvoir princier par une institution unique à composition paritaire, l'Echevinage (Stadtgericht), les deux villes jouissent cependant chacune de la personnalité juridique et disposent donc chacune de leur propre conseil d'échevins; mais elles subissent dès le début du XVI^e siècle une perte croissante de leur autonomie administrative sous l'emprise du pouvoir princier. Les habitants (1000 pour la seule ville de Sarrebuck en 1466, 4550 pour les deux villes en 1628) vivent de l'artisanat local, mais surtout d'un commerce actif que favorise la situation de nœud routier et d'étape importante entre le Bassin Parisien et la moyenne vallée du Rhin, et qui assure aux comtes de substantiels revenus provenant des péages et droits de douanes. La forteresse médiévale laisse place à un château Renaissance; si les modalités de l'urbanisation de l'espace habité à cette époque échappent en grande partie à notre connaissance, l'extension semble toutefois contenue sur les deux rives par les murailles, mais les deux villes sont unies par un pont à partir de 1549. Elles ne constituent qu'une seule paroisse relevant de la collégiale Saint-Arnoul jusqu'à l'introduction tardive de la Ré-

4 Les derniers rapports de fouilles publiés rendent compte de campagnes menées en 1982–1989 sur le site de la collégiale St Arnoul, construite sur le »fiscus« des évêques de Metz, en contrebas du Halberg (SE de la ville actuelle).

forme luthérienne par les chanoines (et notamment Nicolas Beuck, fils d'un marchand de la ville) au milieu du XVI^e siècle. Celle-ci est d'abord vigoureusement combattue par le comte Jean IV. Ce n'est qu'avec l'avènement de la dynastie de Nassau-Weilburg en 1574 que la principauté et ses villes passent au luthéranisme, désormais religion d'État jusqu'en 1793; les deux villes jumelles constituent désormais deux paroisses distinctes, dotées chacune d'une petite école, mais s'accordent pour fonder une seule école latine, transformée tardivement en collège en 1604. La guerre de Trente Ans marque un coup d'arrêt brutal au développement de la cité, détruite par les Impériaux en 1635 et réduite alors à 350 habitants. Cette catastrophe inaugure un siècle d'instabilité pour la ville qui, souffrant de sa situation frontalière, voit alterner les périodes de guerres ou de profonde incertitude politique avec de courtes phases de rémission: incendiée en 1677 par les troupes de Louis XIV, elle est sous la coupe de l'occupant français de 1679 à 1697, dans le cadre de la politique des »Réunions«, puis fait les frais de l'absence princière consécutive aux aléas de l'histoire dynastique entre 1721 et 1741 (le pouvoir passe en 1728 aux mains des Nassau-Usingen), perdant alors ses fonctions de résidence sur lesquelles s'était en partie fondée sa croissance aux siècles précédents. Les brèves périodes d'accalmie sont pourtant mises à profit par les autorités municipales pour jeter les bases d'une reconstruction active dès les années 50, puis au début du XVIII^e siècle, comme le montre P. THOMES (VII) en dépit du caractère encore très lacunaire de la recherche sur cette période⁵. Ces années de troubles fragilisent le pouvoir comtal et favorisent, par là-même, la prise de conscience communale et la conquête d'une relative autonomie administrative et financière: ainsi la ville obtient-elle l'encaissement de certaines redevances au début de la guerre de Trente Ans, tandis que d'autres prélèvements princiers sont supprimés à la faveur de l'occupation française. Le repeuplement ne progresse que lentement (2300 habitants en 1740) d'autant que les incitations fiscales se font plus parcimonieuses après 1715, par souci d'éviter l'afflux d'indigents. La véritable renaissance de la cité n'est acquise qu'avec le retour des princes dans ses murs en 1741, en la personne du jeune Guillaume-Henri auquel est échue la partie occidentale des terres des Nassau. Retrouvant ses fonctions de résidence, la ville double entre dès lors dans l'ère de l'absolutisme éclairé (1741–1789), marquée par la substitution de l'administration princière aux anciens conseils d'échevinage devenus obsolètes, mais surtout par une explosion démographique (la population double en un demi-siècle) que sous-tend une vigoureuse activité économique (marquée par le regroupement des marchands de la ville au sein de la »Kranengesellschaft« en 1762) et qu'accompagnent d'imposantes transformations urbaines: c'est à ces aspects que M. JUNG consacre l'essentiel du chapitre sur la période (VIII), s'appuyant sur ses propres recherches⁶. Il met ainsi en évidence l'originalité que partagent les deux villes, méritant au même titre le qualificatif »d'Ackerbürgerstädte«, tant l'agriculture et surtout l'élevage y constituent une part importante de l'activité des bourgeois et confèrent un caractère très rural à leurs rues bordées de greniers à grains et parcourues par le bétail. On relève aussi les mêmes particularismes des structures de production artisanale sur les deux rives de la Sarre: les corporations, totalement soumises au contrôle de l'administration princière, y réunissent à la fois des artisans des villes et de leur campagne environnante, la coupure entre les deux mondes ne s'opérant que dans le dernier tiers du siècle. Mais au-delà de ces traits communs, les deux villes présentent toutefois des dissemblances de plus en plus visibles: c'est à Sarrebruck, sur la rive

5 L'auteur peut néanmoins s'appuyer sur ses propres travaux pour évoquer tout ce qui concerne la gestion municipale: Paul THOMES, *Kommunale Wirtschaft und Verwaltung zwischen Mittelalter und Moderne. Bestandsaufnahme – Strukturen – Konjunkturen. Die Städte Saarbrücken und Sankt Johann im Rahmen der allgemeinen Entwicklung (1321–1786)*, Stuttgart 1995.

6 Cf. la thèse de Michael JUNG, *Zwischen Ackerbau und Fürstenhof. Saarbrücker und Sankt Johanner Bürgertum im 18. Jh.*, St Ingbert 1994 (Saarlandbibliothek, 7).

gauche, que le caractère de résidence apparaît logiquement le plus marqué, tant dans la structure sociale (présence d'une société de cour impliquant domesticité importante et métiers de services) que dans le paysage urbain (la ville étant conçue comme le faubourg du château qu'elle doit contribuer à mettre en valeur). St Johann, en revanche, conserve les caractères d'une petite ville traditionnelle de bourgeoisie artisanale et de journaliers. L'évocation de la vie culturelle de cette époque est moins satisfaisante et l'on pourra regretter que l'A. conclue hâtivement à l'absence d'une véritable »Aufklärung« à Sarrebruck tout en présentant une réforme du collège et l'essor de nouvelles formes de sociabilité qui témoignent du contraire; une appréciation quelque peu superficielle qui s'explique largement par une vision erronée et réductrice de l'»Aufklärung«, abusivement identifiée aux Lumières françaises ou réduite à la pensée de quelques grands philosophes et conçue, à tort, comme un système idéologique. Survient ensuite l'occupation française à l'époque révolutionnaire et napoléonienne (1793–1815) qui vaut aux villes jumelles une première expérience de la fusion communale: l'introduction du système municipal français conduit, en effet, en 1800, à la constitution d'une entité municipale unique englobant non seulement Sarrebruck et St-Johann, mais aussi plusieurs villages proches, et préfigure ainsi la réforme territoriale de la seconde moitié du XX^e siècle. Mais évoquant cette période française, P. BURG met surtout en évidence plusieurs mutations intéressantes (IX). Tout d'abord le bouleversement des données économiques qui résulte à la fois de la perte des activités liées à la présence d'une cour princière sous l'Ancien Régime et de la naissance de l'industrie métallurgique sous l'impulsion d'entrepreneurs français (Gouvy), relayés au début du XIX^e siècle par des hommes d'affaires locaux; parallèlement se développent l'activité textile et un négoce florissant qui restent aux mains de la bourgeoisie autochtone. Cette nouvelle donne économique contribue à rapprocher très nettement les structures sociales des deux villes. Enfin les changements de souveraineté favorisent l'émergence d'une opinion publique tout en révélant ses divisions: les manifestations pro-françaises des uns suscitent la réaction nationaliste des autres, organisés en un groupe actif qui bénéficie du soutien du »Rheinischer Merkur« de J. Görres. Cette fracture marque durablement la vie politique locale, bien au-delà du retrait français en 1815, et se traduit par de vives tensions tout au long des années 1820 et 1830. Le dernier chapitre du premier volume évoque l'évolution de la ville depuis son rattachement à la Prusse jusqu'à son entrée dans l'ère de la croissance industrielle accélérée à partir de 1860. Pendant toute cette période, les structures municipales héritées de l'occupation française sont maintenues et les deux villes restent donc unies en une seule entité; mais avant de militer activement pour leur séparation à partir des années 50, les élites locales luttent d'abord pour retrouver un statut de capitale régionale (perdu précédemment au profit de Trèves qui avait été promue chef-lieu de district): elles obtiennent ainsi en 1835 la création d'une cour d'appel qui attire sur les bords de la Sarre plusieurs dizaines de juristes constituant bientôt le noyau originel d'une nouvelle bourgeoisie: le »Bildungsbürgertum«. Ceux-ci viennent par ailleurs grossir les rangs du mouvement libéral qui s'organise bientôt au sein du »Bürgerverein«, de tendance nettement démocrate et national-allemande, et donne ses meneurs au »Vormärz« local; particulièrement bien implanté à St-Johann, ce courant s'oppose à celui des fonctionnaires fidèles à l'obédience prussienne, surtout présents dans la vieille ville de Sarrebruck. Cet essor nouveau d'une véritable vie politique locale intervient dans une agglomération dont la croissance s'accélère, surtout à partir de 1850: la population passe de 7050 à 11 200 habitants, les taux les plus élevés étant enregistrés pour la première fois à St-Johann. Ce basculement démographique au profit de la rive droite de la Sarre est lié au développement dans cette zone des industries charbonnières et métallurgiques; il s'explique notamment par l'implantation de la gare de chemin de fer à St Johann en 1851, et par la fondation de l'usine de Burbach, à l'ouest de St Johann, en 1857. C'est désormais le long de l'axe qui joint ces deux pôles que se fait l'essentiel de l'extension urbaine. Les houillères constituent bien le principal moteur de cette croissance et ce, non seulement par les activités qu'elles génèrent direc-

tement. Ainsi est-ce à leur directeur que l'agglomération doit l'arrivée du chemin de fer et l'installation de la première caisse d'épargne. L'afflux de nombreux immigrants (mineurs et ouvriers) venus majoritairement des régions voisines modifie profondément la structure sociale de la ville, mais aussi les équilibres confessionnels; les catholiques disputent désormais la majorité aux protestants (avant tout présents au sein des élites urbaines) et se signalent par une résistance active au conservatisme d'une partie de leur clergé local. Ils s'organisent au sein de la »deutschkatholische Gemeinde« animée par J. Faß, curé démocrate et républicain auquel ses prises de position en 1848 valent l'exil. L'empreinte du libéralisme marque largement la vie socio-culturelle de la cité, se traduisant notamment par la résurgence de sociétés de lecture et l'essor de la presse.

Le deuxième volume rassemble 11 chapitres dont les 4 premiers achèvent l'étude historique, conduite jusqu'à la grande réforme communale de 1974. Ces 4 contributions tirent profit des nombreux travaux menés depuis 1985 sur l'histoire contemporaine de Sarrebruck par l'équipe de chercheurs constituée à l'université de la Sarre autour de R. Hudemann. R. WITTENBROCK évoque tout d'abord les »Gründerjahre« selon un découpage chronologique (1859–1909) dicté par les particularités de l'histoire locale (I): 1860 ne marque pas seulement l'entrée dans l'ère de la croissance accélérée, mais aussi la mise en œuvre de la réforme de 1859 qui sépare à nouveau juridiquement les communes de Sarrebruck et de St-Johann dans le cadre du système municipal prussien, conformément au vœu de la population locale, mais au détriment du rôle administratif de la cité qui reste un centre de décision secondaire jusqu'à la nouvelle réforme de 1909. L'A. met pourtant en évidence le bouleversement complet de l'image de l'agglomération qui devient, pendant ce demi-siècle, une métropole de 105 000 habitants (1910), enregistrant ainsi une croissance bien supérieure à celle de la moyenne des villes allemandes dans la même période. Elle le doit à deux facteurs essentiels: le développement des atouts économiques acquis dans la décennie 50 et l'intégration dans un espace économique élargi grâce à la fondation du Reich et à l'annexion de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine qui mettent fin à sa situation de ville-frontière. La structure socio-professionnelle⁷ est révélatrice de la suprématie des activités minières et industrielles de la rive droite de la Sarre (65% des emplois), mais il faut noter que ce n'est qu'à cette époque que la ville de St-Johann perd complètement le caractère semi-rural qu'elle avait jusqu'alors conservé. Le pouvoir reste aux mains des élites protestantes issues de la bourgeoisie d'affaires locale à laquelle la solidarité de classe tient lieu de programme politique, reléguant à l'arrière-plan les clivages en vigueur dans le reste de l'Empire. L'heure est au national-libéralisme bon teint, conjugué à un loyalisme pro-prussien que les célébrations patriotiques de la bataille de Spicheren renforcent à l'envi dans une société fortement militarisée. Il faut attendre à Sarrebruck l'extrême fin du siècle pour qu'émergent de nouvelles sensibilités politiques, révélées notamment en 1904 par les premières candidatures (malheureuses) du SPD aux élections. En dépit des progrès en matière de gestion municipale, celle-ci reste handicapée par l'éclatement administratif de la métropole qui fait notamment obstacle à une politique cohérente d'urbanisme; l'expansion n'en est pas moins rapide sur les deux rives de la Sarre, en direction de l'ouest. Dans la décennie 90 s'esquisse une différenciation fonctionnelle qui porte la marque de l'héritage historique et préfigure celle des quartiers de la future ville réunifiée: tandis que l'ancienne ville-résidence de Sarrebruck s'affirme comme le centre administratif et résidentiel des élites protestantes, St-Johann est la ville des affaires et de la moyenne et petite bourgeoisie, Malstatt-Burbach celle de l'industrie et des cités

7 La connaissance de la société sarroise de ces années a beaucoup progressé grâce à la thèse de Stefan LEINER, *Migration und Urbanisierung. Binnenwanderungsbewegungen; räumlicher und sozialer Wandel in den Industriestädten des Saar-Lor-Lux-Raumes 1856–1910*, Saarbrücken 1994 (Veröffentlichungen der Kommission für Saarländische Landesgeschichte und Volksforschung, 23).

ouvrières catholiques. Pas plus que l'urbanisme, la culture ne fait encore l'objet d'une véritable politique concertée, à l'exception de l'enseignement primaire qui bénéficie d'importants investissements.

La fusion des trois communes en 1909, longtemps freinée par les susceptibilités locales, mais devenue une nécessité, entérine sur le plan administratif et juridique une situation acquise de fait sur les plans démographique et économique et ouvre une nouvelle période de l'histoire de la cité (II). »Bastion de la Prusse« sur la frontière occidentale du Reich, Sarrebruck subit, pendant le premier conflit mondial, les effets de la conversion à une économie de guerre tout en restant à l'écart de la zone de front. L'occupation française à partir d'octobre 1918, dont le statut de la Sarre, établi par le traité de Versailles et entré en vigueur en janvier 1920, ne modifie pas vraiment les effets jusqu'en 1925, est fort mal vécue par la population, très hostile, par exemple, à la mainmise étrangère sur l'économie locale et aux tentatives de francisation de l'enseignement. Le Parlement de Sarre (installé en 1922 comme simple organe consultatif) et la mairie de la ville deviennent rapidement des bastions de l'opposition nationaliste au gouvernement d'occupation. Surtout marquée avant guerre par l'emprise patriarcale du patronat local, la vie politique de la cité est désormais dominée, comme dans le reste de l'Allemagne, par deux grands partis, le Zentrum et le SPD. Le climat s'apaise quelque peu à partir de 1925 du fait de l'assouplissement de la politique des alliés, du rapprochement franco-allemand et surtout du retour d'une relative prospérité économique, portée par le début de la cartellisation dans l'industrie et l'explosion du commerce. L'accalmie est mise à profit pour développer les aménagements urbains au prix d'un fort endettement, elle est aussi propice à l'éclosion d'une vie culturelle florissante; mais elle est de courte durée et la vie locale est avant tout dominée, dans les années ultérieures, par les problèmes politiques: comme dans le reste du pays, la crise de 1930 engendre une misère effroyable et déclenche des manifestations favorables à l'ascension du parti communiste. C'est aussi sur ce terreau qu'émerge le NSDAP dont P. BURGARD et L. LINSMAYER précisent les débuts chaotiques en 1933–1934, dans un contexte particulier qui fait alors de la Sarre une terre d'accueil pour les réfugiés fuyant l'Allemagne nazie. Dans la perspective du référendum prévu pour 1935, le débat public local est focalisé sur la question du statut de la Sarre: l'incapacité des partis de gauche à renoncer assez tôt au nationalisme cultivé dix ans auparavant pour prôner le statu quo sous la tutelle de la SDN explique largement le succès du puissant appareil de propagande nazi et le vote massif en faveur du rattachement à l'Allemagne. Le NSDAP noyauté alors déjà complètement l'administration municipale. Le chapitre que H.-W. HERRMANN consacre à l'époque du national-socialisme et de la Deuxième Guerre mondiale à Sarrebruck constitue la première tentative de synthèse sur le sujet (III). Il évoque essentiellement les aspects politiques et culturels de la vie de la cité pendant ces années en s'appuyant sur des travaux récents⁸ qui font, en revanche, défaut pour traiter les aspects sociaux-économiques, de ce fait plus rapidement survolés. Loin de revenir au découpage territorial antérieur au traité de Versailles, le statut de la Sarre fixé par la loi du 30 janvier 1935 consacre la naissance du »Saarland« dans les frontières tracées 15 ans auparavant par la SDN: le rôle central de Sarrebruck comme capitale régionale s'en trouve conforté. Le commissaire du Reich Josef Bürckel a la haute main sur les affaires publiques du nouveau »Reichsland« et la politique de mise au pas se traduit par l'épuration du personnel municipal, la militarisation accélérée de la cité et une politique culturelle active au service de la propagande nazie (avec le lancement d'une radio locale et la promotion du théâtre), face

8 Cf. Dieter MUSKALLA, NS-Politik an der Saar unter Josef Bürckel. Gleichschaltung – Neuordnung – Verwaltung, Saarbrücken 1995 (Veröffentlichungen der Kommission für Saarländische Landesgeschichte und Volksforschung, 25); voir aussi les contributions réunies par Hans-Walter HERRMANN (Hg.), Widerstand und Verweigerung im Saarland 1935–1945, 2 Bde., Bonn 1991.

auxquelles diverses tentatives de résistance⁹ pèsent peu et qui ont pour effet l'exode précoce de nombreux communistes, socialistes et juifs.

La guerre laisse la ville détruite à 70% par les bombardements intensifs des années 1942-1944 et en plein déclin démographique. La reconstruction rapide et spectaculaire des années 1945-1974 (IV) est à l'image du miracle économique allemand. Elle s'opère d'abord dans le cadre du «statut de la Sarre», mis en œuvre en décembre 1946: séparé de l'Allemagne, le «Land» est doté, un an plus tard, d'une constitution propre en vertu de laquelle se met en place un cabinet de coalition constitué des partis locaux (CVP et SPS, les partis allemands étant interdits) et dirigé par le ministre-président J. Hoffmann et son bras droit R. Kirn, chantres de l'autonomisme sarrois, sous la tutelle du haut commissaire français G. Grandval. Ces deux partis dominent aussi l'équipe municipale, issue des élections de septembre 1946 qui procèdent d'une nouvelle constitution communale et consacrent le succès des «Remigranten», exilés politiques revenus en 1945. S'appuyant sur les travaux récents de l'équipe de R. Hudemann¹⁰, H.-C. HERRMANN montre le parti que les autonomistes, alors en charge des affaires publiques, ont pu tirer de ce statut qui fait du «Land» une entité politique et administrative autonome et conserve à Sarrebruck sa fonction de capitale régionale: s'inscrivant dans le contexte de la construction européenne, leur projet politique vise à exploiter les opportunités qu'offre la tutelle française pour faire de leur ville la tête-de-pont des relations franco-allemandes en même temps qu'un laboratoire d'expérimentation du processus d'intégration impulsé à cette époque. Ainsi la reconstruction rapide de l'économie, fondée sur les industries houillères et métallurgiques, doit-elle beaucoup au régime d'union économique et monétaire avec la France¹¹; alors que se met en place la C.E.C.A., la Régie française des Mines installée à Sarrebruck devient un pôle européen de référence (on songe même, sans succès, à y installer le siège de l'institution européenne) et la création de la Foire internationale par les frères Grandmontagne propulse la ville au rang de centre d'affaires européen (ce que souligne l'implantation de l'aéroport à Ensheim en 1953). Le développement de nouvelles institutions culturelles relève de la même logique, qu'il s'agisse du lycée franco-allemand ou de l'université, fondée en 1948 par transfert d'une antenne de l'université de Nancy qui fonctionnait depuis 1945 à Homburg, et conçue pour répondre à une vocation internationale. La ville doit aussi au modèle français une politique familiale avantageuse qui lui vaut une croissance démographique soutenue jusqu'au début des années 60. On notera enfin que, si les projets visionnaires de H. Pingusson, élève de Le Corbusier, ne sont pas retenus tels quels, H. Krajewski, le grand concepteur viennois de la reconstruction urbaine entre 1957 et 1969, s'en inspire néanmoins fortement, imprimant ainsi à la métropole son visage actuel. Toutes ces spécificités survivent au rattachement de la Sarre à la République Fédérale, décidé par voie de référendum le 23 octobre 1955, au terme d'une campagne très agitée opposant autonomistes (qualifiés de «traîtres») et pro-allemands (qualifiés de «nazis»), et devenu effectif en 1957. C'est probablement grâce au «Sonderstatut» que la région est intégrée comme «Bundesland» à part entière, au lieu d'être incorporée à celui de Rhénanie-Palatinat, et conserve sa place privilégiée dans le processus de promotion de la coopération

9 On note avec intérêt que c'est au sein des groupes de la jeunesse catholique de Sarrebruck, animés par le curé de Malstatt, que Willi Graf, l'un des animateurs du futur groupe de la Rose Blanche à Munich, a fait ses premières armes de résistant.

10 Cf. notamment Rainer HUDEMANN et Raymond POIDEVIN (Hg.), *Die Saar 1945-1955. Ein Problem der europäischen Geschichte*, München 21995, et Rainer HUDEMANN, Burkhard JELLONEK et Bernd RAULS (Hg.), *Grenzfall. Das Saarland zwischen Frankreich und Deutschland 1945-1960*, St Ingbert 1997.

11 C'est ce que démontre la thèse de Armin HEINEN, *Saarjahre. Politik und Wirtschaft im Saarland 1945-1955*, Stuttgart 1996.

européenne et surtout franco-allemande. Le paysage politique local s'en trouve, certes, modifié: les autonomistes cèdent le pas devant les partisans de l'intégration à l'Allemagne, les »émigrants« s'effacent, les partis locaux se fondent dans les deux grands partis allemands (la fusion est toutefois lente et difficile pour le parti chrétien), Sarrebruck devient fief du SPD. Si l'intégration économique au marché allemand ne va pas sans quelques difficultés, le dynamisme acquis précédemment ne s'en trouve pas pour autant remis en cause jusqu'en 1974, conforté par l'installation d'entreprises nouvelles et nourri par une forte immigration étrangère. Pour rester à la hauteur de son rôle international, la ville doit cependant investir dans des équipements nouveaux: le manque d'espace se fait alors cruellement sentir et la réforme du territoire communal en 1974, acquise au terme de débats passionnés, vient presque trop tard.

Après un bref chapitre (V) dans lequel R. HILGERS brosse un tableau succinct des petites communes intégrées à cette date dans l'espace communal (dont la superficie se trouve ainsi triplée), la dernière partie du volume abandonne le terrain de l'histoire pour dresser l'état actuel des lieux et définir les perspectives de la gestion municipale. Les six chapitres qui la constituent et dont la succession reste fidèle à la grille d'analyse définie pour l'ensemble de l'ouvrage, sont dus à la plume de fonctionnaires de la Ville et du »Land« ou de journalistes qui visent avant tout à susciter et nourrir le débat public. Ils dressent un bilan qui, sans occulter les difficultés actuelles (telles le déclin des relations transfrontalières qui ont fait la prospérité de la ville et, plus encore, le chômage dû à la crise structurelle), n'est pas exempt de complaisance et tient parfois du plaidoyer *pro domo*.

Mais ceci n'enlève rien aux grandes qualités de ce bel ouvrage qui fera date. S'il ne comble pas les lacunes de la recherche (ce ne pouvait être son objectif), il en dresse une synthèse de grande valeur sans éluder totalement les débats historiographiques, ni sacrifier complètement l'appareil critique: mises au point rapides sur l'état des sources et de la recherche et notes bibliographiques abondantes en fin de volumes lui assurent ainsi valeur de référence. Mais il reste en même temps accessible à un public de non-initiés grâce à une présentation claire et bien structurée; écrit dans une langue simple, le texte est illustré d'une riche iconographie et étayé par de nombreux tableaux et cartes. C'est dire que le difficile pari du compromis entre travail scientifique et travail de vulgarisation est largement tenu.

Marie DRUT-HOURS, Metz